

Article 21 du Règlement

CONTRE

Députés

Tardif
(Charlesbourg)
Taylor
Thacker
Tupper

Turner
(Ottawa—Carleton)
Valcourt
Van De Walle
Vankoughnet

Winegard—88

Le président suppléant (M. Paproski): Je déclare l'amendement rejeté.

Le président suppléant (M. Paproski): Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 h 4.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Français]

LES AFFAIRES INDIENNES

LES MAISONS ABANDONNÉES DE SCHEFFERVILLE—ON
DEMANDE AU MINISTRE DE NÉGOCIER UNE ENTENTE AVEC LES
MONTAGNAIS

Mme Thérèse Killens (Saint-Michel—Ahuntsic): Monsieur le Président, le mardi 12 avril, les Indiens Montagnais étaient à Ottawa pour dénoncer l'inaction des gouvernements fédéral et québécois dans le dossier de la fermeture de Schefferville. En effet, Schefferville est, à toutes fins pratiques, abandonnée, et de nombreuses maisons, sous la responsabilité de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, sont vides. Pendant ce temps, les Montagnais de la région vivent dans des habitations multifamiliales, avec un minimum de services, sans le moindre espace de jeu pour les enfants. Les maisons vides de Schefferville se détériorent malgré les efforts d'entretien de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Je demande au ministre responsable des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. McKnight) au ministre responsable du logement et au député local, le premier ministre lui-même (M. Mulroney), de négocier sérieusement avec les Montagnais afin de leur permettre d'habiter ces maisons, ce qui serait un premier pas pour permettre aux Montagnais de prendre leur développement économique en main.

[Traduction]

LES MINORITÉS VISIBLES

LES CANADIENS D'ORIGINE JAPONAISE INTERNÉS DURANT LA
SECONDE GUERRE MONDIALE—LES ENTRETIENS DU
GOUVERNEMENT AVEC L'ORGANISME CHARGÉ DES
REPRÉSENTATIONS

M. Ross Belsher (Fraser Valley—Est): Monsieur le Président, le gouvernement actuel est déterminé depuis son premier jour de mandat à redresser aujourd'hui du mieux qu'il peut les torts du passé. Les ministres ont rencontré la collectivité nippo-canadienne, ils ont écouté et ils ont cherché le train de mesures à prendre. Ce n'est pas un sujet qu'au gouvernement nous prenons à la légère.

Tout récemment, l'ex-ministre d'État chargé du Multiculturalisme a offert ce qui suit à cette collectivité: Reconnaissance officielle par le gouvernement de l'injustice commise, adoptée en bonne et due forme par le Parlement; présentation d'un nouveau projet de loi de mesures d'urgence pour remplacer la Loi sur les mesures de guerre; et indemnisation de la collectivité considérée dans son ensemble. Notre gouvernement est au moins disposé à dialoguer.

Notre nouveau ministre d'État chargé du Multiculturalisme (M. Weiner) s'est engagé ce matin à poursuivre les entretiens avec la *National Association of Japanese Canadians*, ce qui démontre que nous essayons de trouver une solution juste et équitable à ce problème qui a été beaucoup trop longtemps relégué dans l'ombre.

* * *

L'AGRICULTURE

LES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES DES AGRICULTEURS

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, les membres du Syndicat national des cultivateurs organise une journée nationale de protestation pour sensibiliser le public à la gravité de la crise agricole. Des meetings vont avoir lieu d'un bout à l'autre du pays, avec funérailles symboliques à Edmonton et à Regina. Des cercueils vont être portés pour représenter la mort de la ferme familiale.

Les politiques du gouvernement ne règlent pas convenablement le problème du surendettement et des bas revenus des agriculteurs. La Société du crédit agricole n'a pas encore élucidé le problème des baux à long terme, initiative dont elle devait s'être occupée il y a un an. Également, le président du comité permanent de l'agriculture n'a pas poursuivi avec vigueur l'étude des prêts participatifs ou des banques pour l'acquisition de terrains.